

Idéologie fasciste et Europe

Auteur-e-s:

[Anne-Sophie NARDELLI-MALGRAND](#) [1]

Résumé

Certains fascistes engagent une réflexion sur l'Europe de manière d'abord dispersée, puis plus systématique après 1930. Dans une perspective libérale et nationaliste, l'Europe apparaît comme une entité où doit s'exprimer une hiérarchie entre les nations. Cette conception a été actualisée en réaction aux modèles concurrents, genevois, confédératif, communiste, et par le biais du darwinisme social. Dans un processus de radicalisation totalitaire et impérialiste, elle aboutit à l'idée qu'une nation-guide doit assumer la définition d'une communauté de valeur politique et la direction économique de l'Europe.

Article

L'idée s'est imposée dans l'historiographie que le fascisme ne possédait pas d'idéologie cohérente mais fonctionnait comme un laboratoire exposant une doctrine en évolution permanente. Si le rapport du fascisme à l'Europe ne fait pas exception, il faut pourtant insister sur le fait que l'Europe, conçue comme une entité géopolitique, une unité historique et un idéal, n'est pas un impensé du fascisme. Il s'est formé une nébuleuse européisante fasciste qui, sous l'effet de facteurs internes à l'Italie comme de facteurs externes propres au système européen de l'entre-deux-guerres, a développé des réflexions qui ont permis au régime de présenter le fascisme, sinon comme un modèle généralisable, du moins comme un prescripteur politique pour l'Europe.

La vision fasciste de l'Europe est jusqu'au début des années 1930 fonction d'une série de rejets et d'une dépendance assez forte à des représentations traditionnelles. Dès la signature des traités de paix, Mussolini récuse la notion moderne d'Europe comme ensemble équilibré d'États souverains : à ses yeux, cette notion libérale est inadaptée aux conséquences de l'industrialisation, de la colonisation et de la Grande Guerre. Il congédie de même l'idée confédérative des États-Unis d'Europe pour son origine démocratique fondée sur la reconnaissance et l'égalité des droits. Par ailleurs, la géopolitique culturelle du fascisme reste largement tributaire de représentations héritées de la période libérale et des tendances nationalistes pré-1914, qui insistaient sur la dichotomie entre l'Occident et l'Orient, entre la romanité occidentale et l'asiatisme russe, entre la civilisation et la barbarie. Entre ces pôles s'insère une hiérarchie des nations européennes issue des réflexions de Camillo Pellizzi sur l'« impérialisme éthique » : la Hongrie se voit parée des qualités d'un État civilisé

tandis que la Tchécoslovaquie est disqualifiée par son caractère multinational, reprenant ainsi l'image d'État ingérable qu'avait eue l'Autriche-Hongrie. La Pologne se voit rejetée dans l'altérité du « camp militaire [...] asiatique » (Dino Grandi), ainsi que l'avait été l'Empire ottoman. Dans leur perception des éléments qui constituent l'Europe, les intellectuels et dirigeants fascistes ne renouvellent pas les représentations mais déplacent leur destination.

L'intangibilité de la souveraineté de l'État-nation n'est cependant pas incompatible avec une invocation quasi incantatoire de l'Europe. Dans le *Popolo d'Italia* du 1^{er} janvier 1921, Mussolini affirme la nécessité de l'unité européenne pour défendre les valeurs de la civilisation. En 1929, Asvero Gravelli fait paraître le premier numéro d'*Antieuropa* avec pour ambition de donner vie à un mouvement fasciste paneuropéen. L'« antieuropéisme » doit se comprendre ici non pas comme le rejet de l'Europe, mais comme le rejet de modèles politiques prônés par d'autres États-nations : l'Europe genevoise de la SDN, l'Europe communiste matérialiste de l'URSS, l'Europe libérale matérialiste de l'Italie associée aux États-Unis. La réflexion fasciste sur l'Europe ne se formalise néanmoins pas avant le discours d'Aristide Briand du 5 septembre 1929. L'élaboration d'une doctrine européenne du fascisme vient alors se greffer sur des réflexions existantes mais marginales, aboutissant ainsi à une multiplication de centres autonomes de réflexion qui s'expriment dans *Antieuropa*, *Critica fascista*, des revues plus anciennes comme *Nuova antologia*, et se disputent l'attention de Mussolini et du gouvernement.

La réponse italienne au mémorandum Briand est avant tout tactique, destinée à dénoncer une Europe où s'exprimerait l'hégémonie française. Mais elle puise sa force dans le fait qu'elle ne renie pas toute idée d'un intérêt européen supérieur, réutilisant avec habileté les héritages mazzinien et wilsonien et posant en filigrane la question de savoir quel type d'Europe défendre. Ainsi que l'exprime Alberto De Stefani, émissaire officieux auprès de la droite conservatrice allemande, au début de 1930, « une défense de l'Europe contre les forces qui la menacent ne sera possible que si chaque peuple s'efforce de maintenir son patrimoine spirituel et culturel, au lieu de le perdre dans un prétendu européisme et cosmopolitisme ».

Les fascistes ne prônent pas le repli sur elle-même de l'Italie mais entretiennent la conviction vivace d'être à l'aube de temps nouveaux pour lesquels il faut inventer une nouvelle eschatologie européenne. Dans les écrits des intellectuels, des hiérarques et des diplomates apparaît la volonté de reformer en Europe une communauté de valeur politique qui serait la source d'une communauté de droit et d'une communauté de volonté. Aux yeux du courant clérico-fasciste, l'Europe sera sauvée par la Rome catholique alors que des représentants du courant nationaliste, comme Francesco Coppola, exaltent plutôt la romanité universaliste. Dans cette perspective, le congrès Volta (14-20 novembre 1932), s'inscrit dans le sillage de la réflexion sur l'unité européenne en la liant à l'intelligentsia conservatrice de l'Europe. Il fait l'apologie d'une *pax fascista* inspirée du modèle romano-impérial :

l'Italie doit imposer à l'Europe un système compatible avec ses intérêts nationaux et conforme aux valeurs fascistes, un système où la paix n'est pas assurée de manière démocratique par le respect des droits souverains de tous les États, mais par une autorité supérieure.

Ces conceptions gouvernent aussi les approches économiques de l'Europe. Le fascisme s'oppose d'abord aux tentatives sectorielles concrètes de coopération entre États européens : Arnaldo Mussolini, frère du Duce et représentant du courant clérico-fasciste, rejette ainsi en juillet 1929 « des États-Unis d'Europe [...] fondés sur les cartels de l'acier et de la potasse ». Le début des années 1930 voit la diplomatie fasciste fournir de grands efforts pour faire de l'Italie le pivot d'un groupement économique danubien où Rome aurait repris le rôle de la Vienne habsbourgeoise. Dans les conceptions impérialistes développées entre 1936 et 1943, l'Italie devient la nation-guide chargée de diriger et de coordonner la production au sein de son empire et de ses zones d'influence.

L'arrivée au pouvoir du nazisme encourage en effet une radicalisation. S'impose l'idée d'une mission civilisatrice de l'Italie qui mènera l'Europe vers la constitution d'une grande entité géopolitique réorganisée en États-nations selon une hiérarchie des valeurs et des droits. À partir de 1936, la problématique raciale est intégrée aux réflexions sur l'Europe tandis que les intellectuels esquissent ce que serait un condominium italo-allemand sur l'Europe. Giuseppe Bottai, éditorialiste de *Critica fascista* mis à l'écart en 1932, revient alors sur le devant de la scène intellectuelle. Ce partisan d'un fascisme véritablement révolutionnaire et d'une « conquête spirituelle et politique » de l'Europe en arrive ainsi, en 1941, à développer l'idée d'une « communauté impériale » à la fois peu neuve, puisque l'Italie aurait été au centre d'un empire incluant une partie de l'Europe, le bassin méditerranéen et ses colonies africaines, et révolutionnaire puisqu'il s'agit de bâtir un nouvel ordre européen, donc de mettre en œuvre une logique totalitaire.

En somme, le débat fasciste sur l'Europe se développe en réaction à des facteurs externes plutôt que mû par une dynamique intrinsèque. La doctrine fasciste, elle-même changeante, est surimposée à l'idée européenne. À un problème politique concret – comment surmonter la crise de l'État-nation accentuée par la Grande Guerre ? –, l'Italie fasciste répond par un modèle totalitaire où le projet européen se distingue mal de la volonté de domination.

Bibliographie:

Giustibelli, Simona, *Europa, Paneuropa, Antieuropa : il dialogo tra Francia democratica e Italia fascista nell'epoca del memorandum Briand (1929-1934)*, Soveria Manelli, Rubbettino, 2006.

Rodogno, Davide, « Le nouvel ordre fasciste en Méditerranée, 1940-1943 : présupposés idéologiques, visions et velléités », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 55/3, 2008/3, p. 138-156.

<https://ehne.fr/article/epistemologie-du-politique/les-modeles-politiques-pour-faire-leurope-depuis-lepoque-moderne/id-eologie-fasciste-et-europe>

Liens

[1] <https://ehne.fr/auteur/anne-sophie-nardelli-malgrand>